

Nouvelles pratiques sociales



Les organismes de coopération internationale : des ponts de l'espoir?

Entrevue avec Tim Brodhead

Guy Lafleur

Volume 4, Number 1, Spring 1991

Coopération internationale : nouveaux défis

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301112ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301112ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lafleur, G. (1991). Les organismes de coopération internationale : des ponts de l'espoir? Entrevue avec Tim Brodhead. *Nouvelles pratiques sociales*, 4(1), 9–20.
<https://doi.org/10.7202/301112ar>

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université du Québec, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Les organismes de coopération internationale: des ponts de l'espoir?

Entrevue avec Tim Brodhead

Guy Lafleur

*Association québécoise des organismes
de coopération internationale*

La situation actuelle des pays du tiers monde et les rapports Nord-Sud interpellent les milieux de la coopération internationale et du développement. Les déclarations se sont multipliées à l'effet que la décennie 80 aura été une décennie perdue pour le développement en Afrique, et la même remarque vaudrait pour l'Amérique latine. Cette conjoncture interroge les objectifs, les méthodes et le style d'intervention des organismes non gouvernementaux de coopération et de développement qui, depuis 20 ans, ont jeté des ponts entre nos pays et ceux du Sud.

Comment les organismes de coopération internationale (OCI) canadiens vivent-ils cette phase de révision en profondeur et l'éventuelle réorientation de leurs objectifs et méthodes d'action? Quels bilans dressent-ils de leur action après deux décennies de travail? Quelles perspectives s'ouvrent à eux? Quels sont les enjeux de la phase présente?

Tim Brodhead, actuel directeur du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), était la personne toute désignée pour répondre à nos questions. En 1985 et 1986, M. Brodhead était coordonnateur d'une recherche-bilan sur les OCI canadiens, parrainée par l'Institut Nord-Sud et le CCCI. Cette recherche aboutissait à la publication, en 1988, du livre *Des ponts de l'espoir?*, sans doute l'ouvrage le plus complet sur les organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes.

NPS – *Avant d'examiner les principaux enjeux et défis qui se présentent aujourd'hui au milieu de la coopération internationale, pourriez-vous brosser rapidement un portrait de famille de ce qu'on appelle les «ONG canadiennes»?*

T. Brodhead – Je pense qu'il est particulièrement difficile à ce moment-ci de dresser un portrait de famille parce que nous entrons dans une période de redéfinition. Dans les années 80, l'écart séparant le Nord et le Sud s'est creusé. Cet écart croissant amène les organisations à revoir d'un œil critique ce qu'elles ont fait depuis 20 ans, et surtout depuis 10 ans. Comme la situation n'a pas changé dans le tiers monde, suffit-il simplement dans les années 90 de faire un peu plus de ceci ou un peu moins de cela, d'agir un peu différemment tout en continuant d'avancer dans le même sentier, ou faut-il plutôt envisager les choses dans une perspective tout à fait différente?

Je ne crois pas que toutes les ONG donneront la même réponse à cette question. Une partie de la communauté des ONG va continuer à évoluer vers une analyse et une action plus axées sur les causes du mal-développement, sur les politiques et sur les acteurs du changement au Sud. Une autre partie va plutôt dire: «Nous avons besoin de plus d'argent pour réaliser plus de projets dans le tiers monde.»

Les ONG canadiennes originent d'un courant humanitaire, ou caritatif. Elles évoluent, je crois, dans deux directions. Un premier courant s'oriente depuis un certain temps vers la recherche des causes structurelles fondamentales de la pauvreté, de l'injustice sociale et économique. Il tend à développer une analyse et des formes d'action aptes à apporter des changements fondamentaux dans les relations Nord-Sud et dans les différentes sociétés. Un second courant se préoccupe encore prioritairement d'apporter de façon immédiate une assistance, un «soulagement», et de mettre en œuvre des mesures très concrètes pour atténuer ou alléger les effets de la pauvreté. Il y a une tension entre ces deux courants parce qu'ils représentent des visions et des analyses différentes du mal-développement; ils reflètent une compréhension divergente de l'injustice et des solutions à y apporter. La coexistence de ces deux approches constitue probablement un trait permanent du monde des ONG.

À certains égards, chaque courant apporte quelque chose de valable à l'effort global, à la lutte contre le sous-développement. Ceux qui s'attaquent aux effets concrets et immédiats de la pauvreté dans le tiers monde nous incitent, je pense, à être concrets, pragmatiques, et à se soucier de résultats visibles. Ceux qui tournent leur attention vers les causes structurelles de l'injustice nous poussent à regarder le fond des choses,

à envisager les changements à long terme qu'il faut apporter à nos sociétés. La tension entre ces deux approches est, à mon avis, vitale, essentielle.

NPS – *Ce portrait que vous venez de tracer caractérise deux courants, deux sensibilités qui traversent le monde des ONG. Ne peut-on aussi caractériser ce monde à partir d'autres traits? Par exemple, le membership ou les principaux instruments d'intervention?*

T. Brodhead – Oui. On peut parler de trois types d'ONG. Il y a d'abord ce que j'appellerais les ONG «contracteurs de service public». Ces organisations sont sans but lucratif mais fonctionnent comme des firmes du secteur privé. Elles interviennent dans le tiers monde et jouent un rôle de sous-traitance pour rendre des services éducatifs ou de santé, par exemple. Elles ne procèdent pas à une analyse des rapports internationaux ni des causes du sous-développement; elles ne prétendent pas agir à ce niveau. L'apport technique, l'expertise plutôt que la «cause», voilà ce qui caractérise l'organisme.

Il y a ensuite des organismes qui fonctionnent plutôt sur la base du bénévolat et d'une certaine vision du développement. Ces organismes regroupent des gens qui se sentent solidaires du Sud, qui ont le sentiment de mener un peu les mêmes luttes que les populations du Sud. Ici c'est l'identification des membres à la «cause» qui caractérise l'organisme plutôt que l'expertise technique.

Enfin, il y a les organismes d'éducation au développement: ceux qui font ici-même le travail de sensibilisation, d'information, de formation, de solidarité.

Pour ce qui est des ONG du type «contracteurs de service public», je dirais que leur histoire ressemble beaucoup à celle de plusieurs organisations qui sont apparues dans d'autres secteurs sociaux. Au début, ces organisations sont fortement militantes, motivées par un sens profond des changements à apporter et par un vif sentiment de solidarité. Puis, peu à peu, le gouvernement s'engage dans le domaine où ces organisations agissent, il les approche et les intègre à son action. Il arrive alors que certaines de ces organisations se transforment, peu à peu, en «entreprises de service public»: elles offrent désormais des services pour lesquels elles sont rémunérées. Ce n'est plus la motivation communautaire ni celle de la solidarité qui prévaut. Si on en revient au portrait de famille, ces ONG ne représentent qu'un secteur limité du milieu, mais il est important. Son approche est voisine de celle du gouvernement et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Une bonne partie du milieu semble prête à évoluer vers une action qui promeut le changement social et de nouvelles pratiques de coopération. Elle reconnaît qu'il n'y aura pas de changement dans les rapports Nord-Sud sans changement dans notre propre société, dans nos modes de vie ici, sans une transformation des politiques de nos gouvernements. Mais il n'est pas facile de passer de la rhétorique et des intentions générales à des pratiques nouvelles qui traduiront ces intentions. Promouvoir le changement, cela veut dire que vous vous attaquez à vos propres institutions, dans votre propre société. Cela veut dire que vous vous rapprochez des milieux, des organisations qui partagent avec vous cet objectif de promouvoir le changement; que vous vous ancrez dans des bases sociales porteuses et complices de votre vision de changement. Ce n'est pas une voie facile: c'est même un défi énorme pour les ONG, car elles auront à réexaminer leurs valeurs, leurs motivations, leurs institutions.

NPS – *On voit assez bien en quoi consiste l'approche de la coopération axée sur le transfert de ressources du Nord au Sud, autour des ONG «entreprises de service public». On voit moins bien en quoi consiste l'approche nouvelle, plus soucieuse d'agir sur les politiques qui conditionnent le développement.*

T. Brodhead – Il y a plusieurs composantes à cette approche qui se cherche, qui prend forme de façon encore tâtonnante. Jusqu'à maintenant, on n'a pas réussi à coller ces éléments ensemble dans un nouveau paradigme ou concept de la coopération pour le développement.

Je pense que l'élément central en est le suivant: les OCI, les ONG ne sont pas des acteurs centraux du développement. Les mouvements sociaux, au Nord et au Sud, sont les véritables acteurs du changement. Les OCI doivent se voir eux-mêmes plutôt comme des intermédiaires entre les organisations du Sud et du Nord: organisations syndicales, agricoles, coopératives, groupes de femmes, autochtones, jeunes. Il s'agit de mettre en contact deux acteurs qui, en se rapprochant, créeront une synergie qui aura des retombées significatives à long terme. Il ne s'agit plus de transfert de savoir, de technologie ou d'argent du Nord au Sud: il s'agit de s'attaquer ensemble aux problèmes qui confrontent la planète. Même l'opposition Nord/Sud s'efface.

NPS – *Mais qu'est-ce qui habilite les OCI à jouer un tel rôle d'intermédiaire?*

T. Brodhead – Même si notre travail n'a pas toujours été adéquat, nous avons des ressources à offrir aux mouvements sociaux du Nord et du Sud. Nous avons établi des relations avec des organisations à travers tout le tiers monde. Toutes sortes de liens, formels et informels, toutes sortes

de réseaux se sont développés depuis vingt ans. Nous pouvons offrir ces ressources aux mouvements sociaux de façon beaucoup plus efficace et cohérente.

Nous avons aussi beaucoup d'information: information sur les pratiques, sur le savoir concret généré par les organisations et les populations du Sud dans leur lutte pour le développement. Pour faire circuler et diffuser ce savoir issu du Sud, nous devons développer nos moyens de communication, comme le mouvement écologiste l'a fait; établir de bons canaux de communication constitue une préoccupation centrale de nos organisations.

Nous devons donc renverser notre propre conception de nous-mêmes: nous ne sommes pas les acteurs centraux du développement, mais nous pouvons jouer un rôle décisif dans l'établissement de liens directs d'échanges entre travailleurs, agriculteurs, gens d'affaires, etc. Nous pouvons mettre à contribution tous nos contacts au Sud et ici même au Canada. Par exemple, mettre en contact les groupes préoccupés par la déforestation en Thaïlande, au Laos, avec ceux préoccupés par le même problème ici, notamment les autochtones. Voilà un premier élément! Et il est déjà concrétisé par plusieurs réalisations, bien actuelles, des OCI.

Voici maintenant le deuxième élément de la nouvelle approche. De plus en plus, la gestion des projets de développement est assurée par des organismes du Sud. Ceux-ci prennent le relais des agences d'aide et des ONG. Le rôle des OCI du Nord doit donc se modifier: il s'agit de faire pression, par l'éducation du public, par l'action sur les gouvernements, afin de modifier les politiques financières, commerciales, agricoles, industrielles de nos pays, leurs politiques internationales, dans un sens favorable à l'instauration de rapports Nord-Sud équitables. Là aussi, nous avons déjà commencé, en partie, à assurer ce nouveau rôle.

Mentionnons enfin le troisième élément de la nouvelle approche. Pour jouer leur nouveau rôle d'intermédiaire et de «représentant des ONG du Sud» auprès de nos gouvernements, les OCI doivent se doter de nouvelles ressources pour informer l'opinion publique, faire de la recherche, produire des analyses, faire du lobbying. C'est le défi actuel. Les ressources que nous avons développées dans le cadre d'interventions axées sur la réalisation de projets particuliers ne sont pas nécessairement adéquates pour répondre aux nouvelles demandes.

L'une de ces ressources à développer est l'opinion publique. Les ONG font appel à l'opinion publique depuis longtemps, mais surtout pour de bonnes cueillettes de fonds destinés au tiers monde! Nous devons sensibiliser l'opinion publique, y favoriser une compréhension large et

populaire des rapports Nord-Sud, des changements à apporter. Nous devons expliquer que le changement au Sud n'ira pas sans un changement au Nord. L'appui de l'opinion publique est en ce sens un défi en même temps qu'un enjeu primordial.

La recherche, l'analyse, le travail de promotion politique, le lobbying en faveur de politiques favorables au développement du tiers monde exigent aussi que nous nous dotions de ressources nouvelles. Nos partenaires au Sud soulignent que c'est nous qui avons accès à l'information et aux décisions qui conditionnent le Sud; que c'est à nous de mobiliser l'opinion publique en faveur de politiques de changement à l'égard du Sud. Ils nous rappellent que c'est sans doute là notre contribution majeure à la cause de leur développement. Les décideurs sont à Washington, à Tokyo, à Bonn, à Paris, à Londres, au Canada. Notre tâche principale, c'est d'agir sur eux en mobilisant l'opinion publique.

À cet égard, nous avons beaucoup à apprendre des autres mouvements sociaux, par exemple le mouvement des femmes, le mouvement écologiste, le mouvement pour la paix: leur principale forme d'intervention a été l'action de promotion, de pression politique en s'appuyant sur l'opinion publique. Ils ont cherché à provoquer le changement en agissant sur le processus politique même, sur les décideurs, à proposer et à promouvoir des solutions de rechange. Nous, les ONG, n'avons pas développé ces ressources et ces habiletés. Il faut donc changer de rôle à l'égard des ONG du Sud, changer de mentalité, développer de nouvelles habiletés, de nouvelles compétences: tout ça, c'est très fondamental.

NPS – *Quels pas concrets peuvent être faits dans cette direction?*

T. Brodhead – Il s'agit, entre autres, de dépasser le cloisonnement qui a prévalu jusqu'à ce jour entre le travail de coopération outre-mer, l'appui à des projets, à des ONG du Sud, d'une part, et l'éducation au développement et à la solidarité ici même, d'autre part. Nous devons plutôt voir ces deux types d'intervention comme deux dimensions d'un même travail. Soutenir des projets outre-mer, faire de l'éducation et des pressions politiques ici, ce ne sont pas des tâches contradictoires mais complémentaires. Tout cela, c'est du travail de développement. Nous devons surmonter ces divisions. Nous devons aussi voir à ce que les gens qui font de l'éducation ici soient mis en contact avec les changements qui se produisent au Sud. De plus, nous devons nous assurer que tous ceux qui travaillent outre-mer comprennent qu'une de leurs responsabilités consiste à soutenir, d'une façon ou d'une autre, l'éducation au développement ici et l'action sur les politiques, et ce, non seulement dans une perspective de «cueillette de fonds».

Il nous faut aussi reconnaître l'évolution des mouvements populaires et des ONG du Sud. Cela veut dire qu'il nous faut trouver de nouvelles façons de soutenir leur travail. Il ne s'agit plus de soutenir, de financer, de gérer des projets à la manière traditionnelle. Il s'agit de contribuer à ce que ces organisations deviennent autonomes et puissent se passer de notre aide.

NPS – *Il est facile de parler de ce transfert de pouvoir et des responsabilités. Mais dans la réalité, qu'en est-il? Y a-t-il à cet égard une évolution des pratiques de coopération outre-mer?*

T. Brodhead – Je crois que la transformation la plus importante qui se produit actuellement dans les pratiques de coopération outre-mer est la suivante: on sort d'une période d'interventions menées par des organisations isolées, caractérisées le plus souvent par le financement ou par la gestion de petits ou de moyens projets de développement, très dispersés, à petite échelle.

Aussi, comme nous l'avons déjà mentionné, la gestion des projets est de plus en plus assurée par des organismes au Sud. Ceux-ci prennent le relais des agences d'aide, des ONG. Ajoutons à cela que sans délaisser les interventions à «petite échelle», on cherche à tenir compte des interactions avec l'économie ou avec les dynamiques plus larges, celles d'une région, du pays, des politiques nationales.

NPS – *Pourriez-vous évoquer quelques exemples illustrant ou décrivant cette évolution?*

T. Brodhead – Je pense que les meilleurs exemples de cela ne proviennent pas des pratiques individuelles ou de relations entre OCI du Nord et ONG du Sud. Ils proviennent plutôt de l'expérience des coalitions.

Les coalitions sont des regroupements d'OCI à partir de leurs interventions dans une même région ou un même pays du tiers monde. Les organismes y définissent un programme commun d'action, une méthodologie commune. Plusieurs coalitions se sont formées depuis cinq ans: Solidarité Canada-Sahel, Partenariat Afrique-Canada, Coordination Canada-Mozambique, Coalition sida et développement, etc.

Dans le cadre de ces coalitions, chaque organisme est amené à y mettre du sien, à développer une ouverture, une tolérance face aux approches véhiculées par les autres membres de la coalition, et à voir celles-ci dans une perspective de complémentarité. Chacun doit certes faire des concessions, mais aussi reconnaître et dépasser ainsi ses propres limites.

Il y a tout un éventail de coalitions. Il y a des coalitions où les organismes entretiennent des relations plutôt classiques avec les ONG du Sud. C'est le cas par exemple de Coordination Canada-Mozambique (COCAMO), où les OCI s'engagent ensemble dans un programme commun: elles renoncent à une certaine autonomie dans le cadre de projets qu'elles ne contrôlent pas individuellement, quoiqu'elles contribuent à les financer. Mais leurs relations avec les partenaires mozambicains restent fondamentalement traditionnelles: ceux-ci n'ont pas de pouvoirs décisionnels dans le cadre de la coalition. À l'autre extrémité de l'éventail, on a le Programme de développement des ressources humaines aux Philippines. C'est une coalition où les pouvoirs d'orientation et de décision penchent carrément du côté des organisations philippines. Celles-ci ont ensemble créé des mécanismes de coordination et de décision basés aux Philippines et contrôlés par les organisations issues de ce pays. L'objectif du Programme est de renforcer les organisations philippines (ce qui n'est pas l'objectif de la coalition au Mozambique), de renforcer leur capacité de développement et, comme en Amérique latine, de renforcer leur capacité de développer la société civile. Au Canada, il n'y a pas que des OCI dans la coalition, mais aussi des groupes de femmes, des organisations populaires et d'agriculteurs, etc. On déborde donc le cadre de la coopération traditionnelle: on se rapproche de la conception que j'évoquais au début de l'entrevue, celle d'échanges entre organisations du Sud et du Nord.

Ces nouvelles pratiques doivent être guidées par la préoccupation de renforcer les organisations de base au Sud. C'est notre contribution au développement de la société civile dans les pays du tiers monde. Comme l'enseigne l'expérience des pays de l'Est: «Sans le *glasnost* (transparence), il n'y a pas de *perestroïka* (transformation des structures).» Nous pouvons contribuer à ce qu'il y ait transparence, vie démocratique, ouverture, favoriser le développement d'activités participatives où les gens peuvent définir leur société. C'est quelque chose que les gouvernements ne peuvent faire: le changement réel ne se décrète pas d'en haut. Nous devons être des agents actifs de promotion et de développement de la démocratie réelle, de la participation populaire. Il faut se garder des fausses démocratisations, des démocraties de façade, encouragées par certains gouvernements en Afrique, en Amérique centrale. Nous devons aussi être capables de comprendre que la participation et la démocratie peuvent prendre au Sud des formes que nous ne pouvons prévoir.

Ce qui est remarquable, c'est que ces coalitions sont apparues plutôt spontanément. Elle n'ont pas été promues par le CCCI ni par l'ACDI. Elles indiquent, même de manière inconsciente, que les organisations reconnaissent les limites de leurs interventions, de leurs compétences, de

leurs méthodes. En chemin, les organisations apprennent à travailler ensemble: elles commencent à apprendre les unes des autres, à apprécier la diversité de leurs expériences, de leurs approches, de leurs activités, de leurs visions du développement. Elles ont appris aussi à faire le lien entre la coopération outre-mer et l'éducation du public ici.

Enfin, l'effet le plus important, c'est qu'en travaillant ensemble, les organismes ont appris à abandonner du pouvoir aux organisations du Sud, à sortir de la relation donateurs-bénéficiaires. Il est plus facile de faire cela dans le cadre de nouvelles structures telles les coalitions que dans le cadre de relations bilatérales d'une OCI du Nord avec une ONG du Sud. Et à l'étranger, on s'intéresse de plus en plus à notre expérience, comme en Australie et en Hollande.

La période actuelle s'avère très difficile pour les OCI. Leur personnel doit, d'une part, assurer la gestion des activités traditionnelles et, d'autre part, intégrer de nouvelles tâches, celles liées au travail en coalitions et au lobbying. Cette évolution s'est souvent faite de façon imperceptible, mais les organisations ne pourront toujours supporter cette accumulation des tâches. Elles vont devoir faire des choix: continuer à financer des projets ou développer de nouvelles formes de travail avec les organisations du Sud.

NPS – *Il y a un curieux paradoxe concernant les OCI: on les appelle «organisations non gouvernementales» mais pourtant, aux yeux du public, elles sont souvent vues comme étant très proches du gouvernement, de l'ACDI notamment. Sans doute est-ce dû au fait qu'ils reçoivent un financement substantiel de l'ACDI (ce financement représente, selon les OCI, entre 50 et 90 % du budget total), mais aussi qu'ils sont amenés, dans un secteur aussi «spécialisé», à beaucoup travailler ensemble. Qu'en est-il de l'évolution des relations OCI-gouvernement dans le contexte actuel?*

T. Broadhead – Le facteur le plus critique n'est pas vraiment nouveau: c'est celui du financement gouvernemental. D'ailleurs, c'est un défi qui ne confronte pas seulement les OCI: plusieurs autres milieux sont aussi touchés, en cette période de restrictions budgétaires, par la réduction des contributions publiques aux organisations féminines, autochtones, aux organisations volontaires de toutes sortes.

L'époque est révolue où le gouvernement disposait de ressources suffisantes pour développer ses propres programmes et offrir en même temps un financement substantiel aux OCI et autres organismes volontaires de la société canadienne. Quand les ressources se font plus rares, les pressions sont fortes sur le gouvernement pour qu'il s'en tienne à ses

propres priorités, qu'il canalise toutes ses ressources vers ces priorités et cesse de soutenir des approches concurrentes, sinon divergentes, comme celles des OCI et des divers mouvements sociaux.

Développer des relations saines avec le gouvernement signifie qu'on se fonde soi-même solidement, avec confiance, sur l'affirmation et la reconnaissance de ce qu'on croit nécessaire et souhaitable, pour notre société et pour les autres. Cela va bien au-delà de la simple indépendance à l'égard du financement gouvernemental! C'est plus exigeant, car cette sorte de confiance en soi et cette vision propre et bien affirmée du développement nous manquent présentement: nous avons perdu nos convictions. Mais si nous ne croyons pas nous-mêmes que le développement est possible présentement ou qu'il peut progresser, comment alors pouvons-nous essayer de rallier les autres à la lutte pour le développement?

Pour une large portion de la population, pour le gouvernement et même pour plusieurs OCI, on rencontre ce sentiment que le développement ne progresse pas. L'espoir de changer la situation que nous vivions, il y a vingt ans, s'est avéré frustré. Cela entraîne, à mon avis, des relations malsaines avec le gouvernement. Celui-ci, à court de ressources intellectuelles et de perspectives de rechange, se tourne du côté des OCI, ce qui est tout à fait irréaliste, je pense. De leur côté, parce qu'eux-mêmes manquent de vision et d'enthousiasme, les OCI sont incapables de mobiliser l'opinion publique en faveur du développement. Ils sont donc contraints de se rabattre sur le gouvernement pour obtenir les ressources financières nécessaires pour poursuivre leur travail. Cette relation est malsaine et ne pourra disparaître que si les OCI développent une nouvelle vision de ce qu'il faut faire pour le développement. Ils pourront alors aller voir le gouvernement et lui dire: «Nous ne venons pas en mendiants. Nous venons vous dire que nous avons droit à ces ressources financières parce que nous avons une idée des changements qu'il faut mettre en œuvre pour assurer le développement.» Cela semble très ambitieux mais les OCI l'ont déjà fait. Nous avons dit au gouvernement, lorsque celui-ci s'engageait dans le soutien aux grands projets d'infrastructures: «Le développement, ce n'est pas cela. Le développement, c'est quand les gens s'entraident, se prennent en main, fût-ce à petite échelle.» Nous avons dit cela. Et le gouvernement nous a soutenus, non parce que nous étions de bons exécutants de contrats mais parce que nous proposons un message original que le public comprenait et soutenait. Nous avons perdu cela.

Nous ne regagnerons pas cette perspective et cet enthousiasme, tout seuls au Nord. Nous ne reconquerrons cette vision que dans de nouvelles relations avec les organisations du Sud.

NPS – *Les OCI ont longtemps fonctionné isolés entre eux, individualistes malgré leur humanitarisme. N'ont-ils pas aussi fonctionné isolés des autres mouvements sociaux, des divers secteurs socio-économiques à l'exception de quelques convergences très ponctuelles?*

T. Brodhead – Dans les mouvements sociaux, les gens se mobilisent autour de questions concrètes qui les touchent directement. Nous, nous avons trop souvent essayé de mobiliser les gens autour d'abstractions, à travers des techniques et des approches dont nous reconnaissons maintenant les limites. Nous devons offrir de nouvelles formes où les gens pourront exprimer leur solidarité; nous devons cesser de parler de problèmes qui se passent dans des pays lointains; mais nous devons parler aussi des problèmes concrets perçus et vécus par les gens d'ici. Notre agenda recoupera alors celui des autres mouvements sociaux. Si les gens se préoccupent de développement, de pauvreté, ils n'ont pas besoin de se reporter au Bangladesh, ou à l'Afrique: ils peuvent agir ici. Ils peuvent aussi choisir de faire le lien entre ces problèmes tels qu'ils se présentent dans leur environnement immédiat et l'impact global qu'ils ont dans le monde.

Le milieu des OCI ne peut se comparer à celui des mouvements sociaux comme le mouvement syndical, le mouvement des femmes, etc. Ces mouvements ont de larges assises. Il y a bien des OCI qui ont d'assez larges effectifs, des militants, des bénévoles, mais les gens n'y sont pas engagés de la même manière qu'on s'engage dans le mouvement syndical, féministe ou environnemental. Le défi pour nous, c'est pourtant de mobiliser comme ces mouvements mobilisent. Le défi, c'est alors de passer de l'approche «aide du Nord au Sud» à une autre approche, celle du changement auquel nous avons à travailler ensemble, organisations du Sud et du Nord.

Le défi le plus difficile toutefois, c'est le changement de valeurs auquel nous allons devoir procéder si nous voulons transformer le modèle de développement qui domine dans nos sociétés et que celles-ci exportent vers le Sud (modèle de consommation et de production). Nous pouvons percevoir des éléments d'alternatives à travers les apports du mouvement des femmes, du mouvement écologiste. Mais nous n'avons pas de formules facilement communicables à la société en général, nous n'avons pas de scénario indiquant clairement les changements requis pour assurer la survie de la planète: pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit maintenant.

Bibliographie

BRODHEAD, T., HERBERT-COPLEY, B. et A.-M. LAMBERT (1988). *Des ponts de l'espoir?*, Ottawa, Institut Nord-Sud.

BRODHEAD, T. (1990). «Des ponts de l'espoir? Un an après», dans ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, *Notes de conjoncture*, vol. 2, n° 2, 12-16.